

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 29 (1992)  
**Heft:** 1108

**Artikel:** L'erreur à ne pas commettre  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1022183>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Domaine Public

## DP

JAA  
1002 Lausanne

10 décembre 1992 - n° 1108  
Hebdomadaire romand  
Trentième année

## Trouver son chemin

Le premier danger de l'après 6 décembre est helvético-suisse: c'est celui d'une «revitalisation» de l'économie, terme qui a désormais remplacé celui, plus cru, de «déréglementation» dans la bouche des chefs d'entreprise ayant suivi des cours de communication. Car l'économie, bien sûr, doit être en mesure de se battre sur un marché européen qui absorbe la plus grande partie de ses exportations. Elle ne manquera pas d'invoquer les désavantages résultant du vote de dimanche pour jeter aux orties, sans grandes précautions sociales, tout ce qui la freine. Le risque est bien réel, confirmé dès dimanche soir par les déclarations des parlementaires bourgeois et des représentants de l'économie.

Un autre danger, bien sûr, c'est celui qui pourrait résulter du clivage du pays. Pourtant, sans le nier, il faut le relativiser.

La Suisse n'éclatera pas dans les semaines ou les mois à venir, parce que les ponts sur la Sarine que d'aucuns voudraient reconstruire existent, qu'il faut consolider: les villes, là-bas, ont dit oui et la majorité des bulletins de vote positifs sont alémaniques...

Reste que la prochaine étape ne sera pas simple: convaincre le peuple d'adhérer, dans quelques années, est dans le domaine du possible, encore qu'il ne faille pas sous-estimer la tâche. Mais les cantons devront eux aussi basculer.

Nous tentons, dans ce numéro, de cerner ces risques et ces perspectives.

Mais les faits nous imposent de prendre notre mal en patience. Puisse la sagesse de Vaclav Havel (lire un extrait d'un de ses discours en page 8) nous aider sur cette voie forcément solitaire.

## L'erreur à ne pas commettre

(ag) L'accord sur l'EEE était économique d'abord. Mais il a été perçu, à juste titre, comme un acte décisif de politique étrangère: le premier pas d'un rapprochement vers l'Europe. La cohésion suisse n'a pas résisté à cette ouverture. Quelle netteté dans la déchirure! Pourtant la neutralité n'était pas en cause, pourtant nous nous liions, sans exclusive, avec tous nos voisins. Comment avoir une politique étrangère active sans mettre à l'épreuve l'unité confédérale? Comment ne pas se condamner à l'isolement par peur des incompréhensions intestines? Au vu du résultat du 6 décembre, on mesure la légèreté des groupes de réflexion qui ont planché sur la neutralité. Avec la Suisse allemande il faut donc reprendre sans perte de temps la discussion sur cette question centrale: ouverture européenne et cohésion interne. Et les Romands forts de leur vote et de leur unanimité doivent faire comprendre que le vote majoritaire ne résout pas ce problème qui ne peut être tranché arithmétiquement.

Malheureusement le débat va revenir sur le terrain strictement économique. Puis-

que nous nous refusons les facilités qui auraient été celles de l'Espace, renforçons par notre seule volonté la compétitivité des entreprises suisses. C'est le langage d'ores et déjà dominant chez les tenants de la droite économique. Il faut créer, disent-ils, des conditions-cadres plus favorables. Revitalisons! proposent les plus prudents. Déréglementons! affirment ceux qui veulent parler fort.

L'échec de l'EEE va réactualiser le programme de Pury et les motions des partis qui tiennent à s'affirmer eux-mêmes bourgeois. Allègements fiscaux pour les sociétés anonymes, réduction de l'impôt anticipé et bien sûr suppression de la taxe occulte, sans jamais augmenter la quote-part fiscale de l'Etat. Protestations contre l'aggravation des charges sociales même si elles sont induites par le chômage. Exigence d'une plus grande souplesse dans l'organisation du travail, notamment du travail de nuit. Mutation des conventions collectives en accords généraux de bonne foi, vides de contenu contraignant. Plus concrètement encore, pression sur les

*suite à la page 2*

# Pour un remaniement ministériel

(pi) Parmi les réactions extrémistes au refus de l'EEE figure une revendication qui ne fait pas partie des habitudes politiques suisses: la démission du Conseil fédéral ou, à tout le moins, celle de René Felber et de Jean-Pascal Delamuraz. On pourrait certes comprendre que les deux hommes qui se sont engagés à fond depuis plusieurs années sur ce dossier préfèrent se retirer, dans quel-

*suite de la première page*

salaires, individualisés; attaques contre les branches dites gourmandes du budget.

L'EEE instaurait une nouvelle règle de jeu qui avait, venant de l'extérieur, une sorte d'impartialité n'ayant pas été préparée pour favoriser tel camp ou tel autre. D'où une répartition équilibrée des avantages et des sacrifices.

Sur le seul terrain national, les adaptations seront imposées selon la logique politique majoritaire ordinaire. Que d'avantages apparents: on retrouve une cohésion translinguistique, Blocher peut rejoindre les rangs tout en soignant sa différence afin de maintenir la pression anti-européenne. La droite classique et la droite populiste pourront ainsi trouver un programme minimum commun. Certes, des adaptations sont nécessaires. Mais le Conseil fédéral doit dire clairement avec qui il veut les conduire. Il n'a pas le droit de laisser transformer le refus de l'EEE en un succès politique de droite. Qu'il dise clairement que le maintien de la cohésion nationale passe par le partenariat! Il faut à tout prix qu'à la déchirure linguistique ne se superpose pas une déchirure sociale.

Le commentaire de Jean-Pascal Delamuraz au soir du vote n'était pas de ce point de vue assez clair. Trop de formules balancées.

Le dépassement de la situation difficile dans laquelle la Suisse s'est elle-même placée implique prioritairement cet effort de rapprochement social.

Sur le plateau de la télévision romande on voyait déjà se recomposer un front de droite, David de Pury - Suzette Sandoz. Quel mariage!

Que le Conseil fédéral prenne de la hauteur comme les circonstances graves l'exigent! ■

ques mois, plutôt que de devoir négocier en position de faiblesse, montrés du doigt par leurs partenaires de l'AELE, et tenter de recoller les pots cassés. Mais pour l'instant, les deux hommes sont en place et ont manifesté la volonté d'y rester.

Parmi les sujets de réflexion du Conseil fédéral devrait pourtant figurer un remaniement ministériel. Notre rapprochement avec l'Europe communautaire ne s'est pas arrêté le 6 décembre au soir et il convient de préparer la prochaine étape, qu'il s'agisse, demain, après-demain ou dans quelques années, de prendre un train en marche, d'adhérer, de ratifier un hypothétique accord sur mesure. Prochaine étape qui sera immanquablement sanctionnée par un vote. Et deux conseillers fédéraux alémaniques ne seront pas de trop pour renverser la vapeur outre-Sarine. MM. Felber et Delamuraz ont fait un excellent travail, ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes et ils peuvent se vanter d'avoir

## Reculer pour mieux sauter

(pi) Un vote, dans quelques années, sur une adhésion à la Communauté reste au nombre des hypothèses de travail: la demande de négociation déposée par le Conseil fédéral n'est pas retirée et les difficultés institutionnelles de l'Europe des Douze pourraient nous servir dans la mesure où elles risquent de retarder l'intégration des candidats de l'AELE. Il est donc imaginable que nous entrions dans la Communauté en même temps que l'Autriche et les pays nordiques candidats, ou quelques années après. Imaginable, mais de loin pas certain: nous devons à nouveau voter et convaincre une majorité du peuple et des cantons. L'objectif semble atteignable sans trop de difficultés pour ce qui est du peuple, encore que tous les oui à l'EEE ne se reporteront pas en faveur de la CE. La tâche sera plus ardue pour les cantons: avec seulement six cantons et deux demi-cantons favorables à l'EEE, il s'agit d'en faire basculer au moins

rallié à eux leurs cantons, la Suisse romande et une

**Le non à l'EEE**

très grande partie de la classe politique, tous sceptiques il y a peu encore. S'ils ne souhaitent pas se retirer, ils devraient toutefois changer de département, non pas comme reconnaissance d'un échec — dans le système politique suisse, ni parlement ni gouvernement ne voient leur responsabilité engagée lors d'un vote populaire — mais pour laisser l'Economie publique et les Affaires étrangères en mains alémaniques. On voit parfaitement Kaspar Villiger et Arnold Koller, qui se sont révélés à la télévision sur le dossier européen, ou Adolf Ogi, fringant ministre qui a mené avec brio les négociations sur l'accord de transit, prendre en charge les deux départements-clés de notre politique européenne. Ils seront mieux en mesure que les ministres romands d'expliquer et de convaincre, en dialecte et là où il faut le faire.

Le Conseil fédéral est compétent et peut décider la semaine prochaine d'une nouvelle répartition des portefeuilles. Ce serait un premier pas en direction des opposants. ■

cinq autres pour espérer une majorité acceptante. Zurich et Berne figurent en tête des pro-Européens potentiels, avec 48,5 et 47,6% de oui. Mais il faudra convaincre les campagnes, puisque les métropoles ont accepté l'EEE, alors même que les paysans, épargnés par l'objet du vote de dimanche dernier, seront touchés par une adhésion. Ensuite, les cantons alémaniques les plus «européens», les deux Bâles mis à part, sont Zoug (56,1% de non), Soleure (57,4% de non) et Argovie (60% de non). On le voit, ici la part des «Neinsager» à convertir est autrement plus importante qu'à Berne et Zurich... Sans eux pourtant, une adhésion à la CE est hautement improbable.

A moins de modifier les règles du jeu, ce dont rêvent nombre de stratèges en architecture politique, et de supprimer le principe de la double majorité ou d'introduire une pondération dans les voix des cantons. Pour l'instant, aucune proposition sérieuse n'a été faite. Et de toute façon, une modification ne pourra avoir lieu qu'en respectant les règles actuelles, c'est-à-dire avec une majorité du peuple et des cantons. ■